

ABC

N°99/CA du répertoire

N°2007-76/CA₃ du greffe

Arrêt du 07 août 2013

Affaire : GOUNON Gabriel

C/

Préfet des départements de
l'Atlantique et du Littoral
BAKARI Imourana

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête datée du 30 mai 2007 dont sont signataires messieurs GOUNON Gabriel, Chef de quartier, NOUNAGNON Hector représentant les jeunes, AÏNAGNON Etienne et DJIDONOU Idelphonse représentant les sages, enregistrée au greffe de la cour le 06 juin 2007 sous le n°450/GCS et par laquelle ces derniers au nom des populations du quartier Sègbèya-Nord 3^{ème} arrondissement ont introduit un recours en annulation de l'arrêté préfectoral n°2/477/DEP-ATL/CAB/SAD du 12 octobre 2001 délivré par le préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral à monsieur BAKARI Imourana sur la parcelle " A " du lot 881, lotissement de Sègbèya-Nord ;

Vu les lettres n° 1973/GCS et 1974/GCS du 20 juin 2007 par lesquelles les requérantes ont été respectivement mises en demeure de payer la consignation légale et invitées à satisfaire à la formalité de l'article 682 du code général des impôts ;

Vu la lettre n°2639/GCS du 14 septembre 2007 invitant monsieur GOUNON Gabriel, Chef quartier Sègbèya-Nord à produire à la cour le mémoire ampliatif des requérantes ;

Vu la lettre en date du 11 décembre 2007, enregistrée au greffe de la cour le 12 décembre 2007 sous le n°1135/GCS, par laquelle maître Jean de Dieu S. HOUSSOU, avocat à la cour, s'est constitué pour monsieur Gabriel GOUNON, ès qualité chef quartier Sègbèya-Nord afin de défendre les intérêts des populations dudit quartier, et a demandé une prorogation de délai pour produire le mémoire ampliatif ;



notefee 8/1/10 0386-0648-0649-0650/ces du 10/03/2014

5000
complément
payé par
Mr Bakari
Vu et

[Handwritten signatures]

Vu la lettre n°0132/GCS du 23 janvier 2008, par laquelle prorogation du délai a été accordé à maître Jean de Dieu S. HOUSSOU pour produire le mémoire ampliatif ;

Vu le mémoire ampliatif de maître Jean de Dieu S. HOUSSOU pour le compte des populations du quartier Sègbèya-Nord représentés par monsieur Gabriel GOUNON ès qualité chef dudit quartier, transmis à la cour et enregistré le 26 mars 2008 au greffe sous le n°247/GCS ;

Vu la communication faite par lettre n°3102/GCS du 10 août 2012 de la requête, du mémoire ampliatif et des pièces à maître Yaya POGNON constitué aux intérêts de monsieur BAKARI Imourana bénéficiaire de la parcelle querellée pour ses observations ;

Vu les observations en réplique de maître Yaya POGNON transmises à la Cour et enregistrées au greffe le 21 avril 2010 sous le n° 236/GCS ;

Vu la lettre n°1166/GCS du 12 novembre 2010 par laquelle le mémoire en réplique de maître Yaya POGNON ainsi que les pièces de BAKARI Imourana ont été communiqués à maître Jean de Dieu S. HOUSSOU pour ses observations ;

Vu la lettre n°3099/GCS du 10 août 2012 par laquelle communication de la requête, du mémoire ampliatif et des pièces des requérantes a été assurée au préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral pour ses observations ;

Vu le mémoire en réplique de maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE, avocat du préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral, transmis à la Cour et enregistré au greffe le 7 novembre 2012 sous le n°1189/GCS ;

Vu les lettres n°3101/GCS du 10 août 2012 et n°3986/GCS du 11 décembre 2012, par lesquelles le maire de la commune de Cotonou, après communication de la requête, du mémoire ampliatif et des pièces, a été respectivement invité puis mis en demeure à faire parvenir à la Cour ses observations ;

Vu la lettre n°3985/GCS du 11 décembre 2012 transmettant le mémoire en réplique de maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE et les pièces pour communication à maître Jean de Dieu S. HOUSSOU afin de produire ses observations ;



Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles des procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Onésime G. MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que les requérantes développent que leur quartier, autant que les sept (07) autres du 3^{ème} arrondissement de Cotonou, a été attributaire par le préfet du département de l'Atlantique, monsieur AHLINVI Pierre, de la parcelle "A" du lot 881, lotissement de Sègbèya-Nord pour la construction de la maison des jeunes de leur localité ;

Que pour conforter ce droit, elles ont procédé aux formalités d'usage au cabinet topographique DOSSOU Antoine en s'acquittant des frais au nom de la maison des jeunes du quartier Sègbèya-Nord ;

Qu'à l'arrivée à la tête du département de monsieur DASSIGLI Barnabé, successeur de monsieur AHLINVI, elles ont sollicité, et ce en vain, la concrétisation de cette attribution de la parcelle par la prise d'un arrêté préfectoral à cette fin ; mais que malgré les promesses faites, le nouveau préfet a décidé, par l'arrêté n°2/477/DEP-ATL/CAB/SAD du 12 octobre 2001, d'affecter cette parcelle à monsieur BAKARI Imourana en dédommagement d'une autre parcelle que celui-ci aurait acquise à Dandji avant le lotissement, et lui a établi le permis d'habiter n°2/032 du 25 janvier 2002 ;



[Signature]

[Signature]

Que sur la base de ces deux actes administratifs, monsieur BAKARI Imourana a réussi à tromper la religion du juge de la deuxième chambre civile du tribunal de première instance de Cotonou qui a confirmé son droit de propriété sur cette parcelle contre monsieur BOKO Alexandre qui ne détient aucun titre de propriété relatif à la parcelle ;

Considérant que les requérantes, par l'organe de leur avocat maître Jean de Dieu HOUSSOU fondent leur recours sur les moyens tirés de la violation de la loi et de la violation du principe des droits acquis ;

Qu'elles soutiennent que le préfet a violé la loi en ce que :

d'une part en prenant l'arrêté n°2/477/DEP-ATL/CAB/SAD du 12 octobre 2001, il a attribué à monsieur Imourana BAKARI, en guise de dédommagement, la parcelle "A" du lot 881 du lotissement de Sègbèya-Nord qui avait déjà été l'objet d'attribution au quartier Sègbèya par la commission en charge du recasement de la zone pour servir à la construction de la maison des jeunes ;

d'autre part en délivrant le permis d'habiter n°2/032 du 25 janvier 2002 à monsieur Imourana BAKARI sur cette parcelle qui n'était pas libre d'occupation et sans avoir consulté la commission prévue par l'article 3 du décret n°64-276PC/MFAEP/EDT du 02 décembre 1964 fixant le régime des permis d'habiter au Bénin, il a manqué aux obligations que lui impose l'article 4 du décret sus visé ;

Qu'elles font observer aussi que le préfet a violé les droits qu'elles ont acquis sur la parcelle "A" du lot 881 du lotissement de Sègbèya-Nord depuis septembre 1994, en prenant l'arrêté n°2/477/DEP-ATL/CAB/SAD du 12 octobre 2001 et en délivrant le permis d'habiter n°2/032 du 25 janvier 2002.

Considérant que maître Alexandre SAÏZONOU-BEDIE, avocate du préfet de l'Atlantique et du Littoral conclut au principal à l'irrecevabilité de l'action des populations du quartier Sègbèya-Nord et au subsidiaire, au mal fondé de cette action ;

Qu'elle fonde l'irrecevabilité du recours, d'une part sur le moyen tiré du défaut du droit d'agir des populations du quartier Sègbèya-Nord pour n'être pas constituées en association déclarée, donc n'ayant pas de personnalité morale ; d'autre part sur le défaut de qualité de monsieur GOUNOU Gabriel, chef du quartier de Sègbèya-Nord, à représenter les populations de ce quartier pour n'être pas titulaire du

droit litigieux et pour n'avoir pas justifié d'un mandat reçu desdites populations ; ensuite sur le moyen tiré du défaut d'un recours administratif préalable en violation de l'article 68 alinéa 1^{er} de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966, pour n'avoir jamais saisi le préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral d'un tel recours et pour n'avoir pas rapporté la preuve de ce que le maire de la commune de Cotonou a effectivement reçu le recours gracieux qu'elles prétendent avoir adressé à ce dernier ; enfin sur le non respect du délai du recours toujours en violation de l'article 68 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 en ce qu'elles ont pris connaissance de l'existence des actes administratifs querellés des années auparavant, avant l'introduction de leur recours, si on se réfère à une correspondance datée du 25 septembre 2003 qu'elles ont adressé au préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral.



Que s'agissant du mal fondé du recours, l'administration fait observer que les requérantes n'indiquent pas la loi qui a été violée par l'arrêté préfectoral attaqué ; que de même la parcelle "A" du lot 881, qui n'avait pas été régulièrement attribuée aux jeunes du quartier Sègbèya-Nord, parce que n'ayant pas de personnalité juridique, faisait partie des parcelles disponibles à la suite des opérations de recasement ; ainsi son attribution à monsieur BAKARI Imourana à titre de dédommagement par le préfet n'est ni arbitraire et fantaisiste, ni contraire à la loi ; que par ailleurs les requérantes ne sauraient reprocher au préfet d'avoir violé les dispositions de l'article 4 alinéa 2 du décret n°64-276PC/MFAEP/EDT du 02 décembre 1964 en ne consultant pas le chef du 3^{ème} arrondissement de Cotonou, pour la simple raison que la décentralisation n'était pas effective lors de la délivrance du permis d'habiter querellé ;

Que le préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral fait observer en outre que les jeunes du quartier Sègbèya-Nord et les populations de ce quartier n'ayant pas de personnalité juridique ne peuvent pas bénéficier des droits acquis et donc s'en prévaloir pour soutenir la violation par les actes préfectoraux attaqués des droits acquis sur la parcelle en cause ;

Considérant que monsieur Imourana BAKARI, par l'organe de son avocat maître Yaya POGNON, conclut au principal à l'irrecevabilité du recours des populations de Sègbèya Nord aux motifs que :

d'une part, les requérantes, pour avoir pris connaissance des actes attaqués depuis le 9 février 2005 à l'occasion de la

communication des pièces faites aussi bien à leur conseil maître Gustave A. CASSA qu'au chef du 3^{ème} arrondissement lors de la procédure de confirmation de droit de propriété devant le tribunal de première instance de Cotonou, ont introduit leur recours au-delà des délais prévus par l'article 32 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 ;

d'Autre part, si la cour admettait que les requérantes n'étaient pas parties à la procédure judiciaire à l'issue de laquelle son droit de propriété a été confirmé sur la parcelle querellée, elles disposent d'un autre recours juridictionnel par la voie de la tierce opposition et ne peuvent donc exercer le présent recours pour excès de pouvoir ;

Enfin les requérantes représentées par monsieur GOUNON Gabriel en sa qualité de chef du quartier Sègbèya Nord, ne peuvent pas exercer le présent recours pour défaut de qualité de leur représentant et ce, en raison de ce que l'article 44 de la loi n°97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'administration territoriale de la République du Bénin ne reconnaît ni personnalité juridique, ni l'autonomie financière au village ou au quartier de ville.

Qu'au subsidiaire, monsieur Imourana BAKARI soutient que les prétentions des populations du quartier Sègbèya-Nord sont mal fondées motif pris de ce que la parcelle 'A' du lot 881 de Sègbèya-Nord n'avait pas de numéro d'état des lieux et était libre de toute occupation lorsqu'elle lui a été attribuée, et que le paiement des frais de lotissement par les jeunes de Sègbèya-Nord et l'établissement de l'attestation de recasement dont ils se prévalent sont intervenus après l'obtention de son permis d'habiter objet du présent recours, et mieux ils n'ont pas produit l'acte administratif d'attribution de la parcelle.

EXAMEN DU RECOURS

EN LA FORME

SUR LE MOYEN FONDE SUR L'IRRECEVABILITE DU RECOURS EN SA PREMIERE BRANCHE TIREE DU DEFAUT DU DROIT D'AGIR DES REQUERANTES SANS QU'IL NE SOIT NECESSAIRE D'EXAMINER LES AUTRES MOYENS

Considérant que la requête introductive du présent recours rédigée au nom des populations du quartier Sègbèya-Nord a été signée de messieurs GOUNON Gabriel, NOUNAGNON Hector, AÏNAGNON Etienne et DJIDONOU Idelphonse en leur qualité respective de chef de





ce quartier, de représentant des jeunes et de représentants des sages du même quartier ;

Considérant que, comme l'ont soutenu le préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral ainsi que l'intervenant volontaire Imourana BAKARI, aux termes de l'article 44 de la loi n°97-028 du 15 janvier 1999 « le village ou le quartier de ville ne jouit ni de la personnalité juridique ni de l'autonomie financière »

Qu'il s'induit de cette disposition légale que le village ou le quartier de ville, à travers leurs représentants légaux, n'est pas habilité à ester directement en justice ;

Considérant que si s'agissant du recours pour excès de pouvoir il est admis qu'une association non déclarée l'exerce, dès lors qu'elle se présente comme justifiant d'un intérêt suffisant à la défense du groupement de fait, dans le cas d'espèce les requérantes, en se faisant représenter par le chef du quartier sans un mandat ad litem laissé à ce dernier dans la présente cause pour le détacher ainsi de sa qualité d'administrateur du quartier Sègbèya-Nord, n'ont pas opté de saisir la cour en tant qu'un groupement de fait, mais ont plutôt fait initier la procédure pour le compte de la collectivité locale que constitue ce quartier ;

Que dans ces conditions, le recours introduit pour le compte du quartier Sègbèya-Nord par ses populations est irrecevable.

PAR CES MOTIFS

DECIDE :

Article 1^{er} : Est irrecevable pour défaut de qualité le recours en date du 30 mai 2007 introduit au nom des populations du quartier Sègbèya-Nord dans le troisième arrondissement de Cotonou par GOUNOU Gabriel, NOUNAGNON Hector, AÏNAGNON Etienne et DJIDONOU Idelphonse ;

Article 2 : Les frais sont mis à la charge des requérantes.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :





Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller à la chambre administrative ;

PRESIDENT:

Eliane R. G. PADONOU {
et }
Etienne FIFATIN }

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi sept août deux mille treize, la Cour étant composée comme elle est dit ci-dessus en présence de :

Gérard Onésime MADODE,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA.

GREFFIER ;

Et ont signé :

Le Président- rapporteur,

Le Greffier.

Jérôme O. ASSOGBA

Hortense LOGOSSOU-MAHMA

DE = 10.000)
Pa = 10.000) 20.000

Enregistré à Cotonou le 17/01/14

03 Cas. 0115

vingt mille Francs

A l'occasion de l'Enregistrement



[Signature]

Erick M. M.
AKAXPO - DJIHOUNTRY